

Tableau de bord du changement climatique : un virage à 180 degrés de Biden sur l'Accord de Paris peut-il susciter des actions

? Andrew Howard, Responsable de l'investissement durable

Le marché des obligations vertes et sociales, qui continue de croître, d'évoluer et de se diversifier, reste un outil utile pour promouvoir le développement durable. Nous en analysons les implications pour les investisseurs.

La 26e Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 26) aurait dû se tenir en novembre à Glasgow, en Écosse, mais elle a été reportée en raison de la pandémie de coronavirus. Les dirigeants mondiaux devaient proposer des mesures plus strictes et plus détaillées pour soutenir l'Accord de Paris. Bien que la COP 26 ait été repoussée à 2021, on observe depuis quelques mois un alignement des astres favorable à des actions beaucoup plus sévères et plus rapides pour réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre.

La hausse de 3,8 °C au-dessus des niveaux préindustriels suggéré par notre dernière mise à jour du Tableau de bord du changement climatique est en baisse par rapport à la hausse de 3,9 °C enregistrée en milieu d'année, mais elle est encore loin de la limite « inférieure à 2 °C » inscrite dans l'Accord de Paris sur le climat. Toutefois, des signes de renforcement des mesures se profilent.

Il n'y a pas de solution miracle à la menace que pose le changement climatique. Elle nécessite, entre autres, des politiques agressives, une réallocation rapide du capital et des incitations financières fortes.

Mais quatre indices nous portent à croire que nous pourrions être sur la voie d'un changement rapide, notamment l'élection de Joe Biden aux États-Unis.

Ensemble, ces indices dressent l'image d'une pression croissante sur le statu quo. En supposant que les déclarations d'intention se traduisent en actions, la hausse de la température à long terme prévue par notre Tableau de bord du changement climatique pourrait continuer à baisser.

1. Alignement des plans de reprise post-Covid sur les objectifs climatiques en Europe

Premièrement, de nombreux gouvernements se sont engagés à veiller à ce que la reconstruction de leur économie soit alignée sur leurs objectifs climatiques à long terme. Il est largement admis que la reprise post-coronavirus est l'occasion de construire des économies plus durables et de lutter contre le changement climatique.

Le Green Deal de l'UE est au cœur de la reprise en Europe. Approuvé en 2019, il s'agit d'un cadre politique et d'un ensemble de mesures qui visent à transformer l'économie européenne, avec pour objectif principal d'atteindre la neutralité climatique d'ici 2050.

Dans le même temps, la Commission européenne a annoncé en mai un instrument de relance appelé Next Generation EU, qui s'inscrit dans un budget à long terme révisé pour l'UE. Ce mois-ci, le Parlement européen et les États membres de l'UE sont parvenus à un accord sur une enveloppe de 1 800 milliards d'euros, dont 30 % consacrés à la lutte contre le changement climatique, soit la plus grande part du plus grand budget européen de l'histoire.

2. Le virage à 180 degrés de Biden sur la politique climatique américaine

Deuxièmement, la présidence de Joe Biden devrait entraîner une transformation de la politique climatique américaine. Le jour où les États-Unis ont officiellement quitté l'Accord de Paris sous le régime de Donald Trump, Biden a promis de revenir dans l'Accord une fois élu.

Il a tweeté le 5 novembre : « Aujourd'hui, l'administration Trump a officiellement quitté l'Accord de Paris sur le climat. Et dans exactement 77 jours, une administration Biden le rejoindra. »

L'administration Barack Obama est entrée dans l'Accord de Paris en 2015. L'engagement de Biden de rejoindre l'Accord et d'engager les États-Unis à atteindre l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050 devrait entraîner d'importants investissements dans les industries et les technologies vertes. Il a présenté un plan d'énergies propres et d'infrastructures de 2 000 milliards de dollars.

La réglementation des secteurs les plus émetteurs, notamment le pétrole et le gaz, les services aux collectivités et l'automobile, devrait également être renforcée.

3. En Asie, les nouveaux engagements en faveur du net zéro augmentent la part du PIB mondial consacré à cet objectif

Troisièmement, il y a eu une série d'engagements nationaux en faveur du net zéro. Depuis octobre, les dirigeants chinois, japonais et coréens ont tous pris un engagement net zéro.

4. Augmentation rapide des objectifs de réduction des émissions des entreprises à l'échelle mondiale

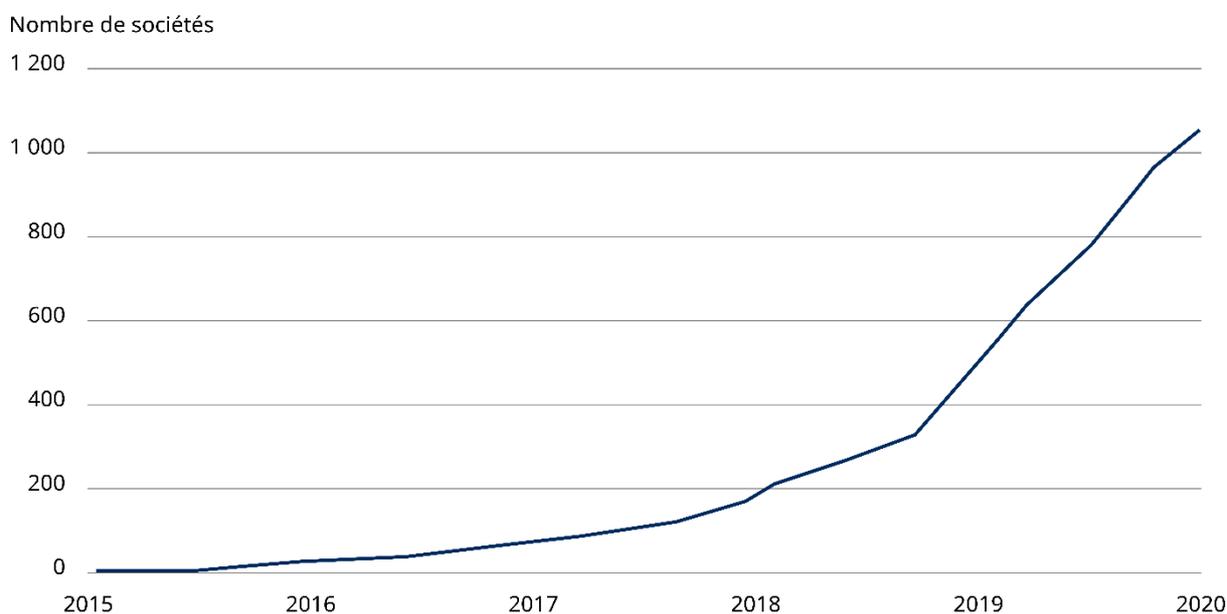
Quatrièmement, un nombre croissant d'entreprises ont pris des engagements publics ambitieux en faveur de la décarbonation. Au cours des dernières années, le nombre d'entreprises ayant rejoint l'initiative Science Based Targets (SBTi) a explosé.

Le SBTi est un partenariat entre le fournisseur de recherches sur le climat CDP, le Pacte mondial des Nations Unies (UNGC), le World Resources Institute (WRI) et le Fonds mondial pour la nature (WWF).

Plus de 1 000 entreprises travaillent aux côtés de la SBTi pour se fixer des objectifs scientifiques et rendre compte des progrès réalisés sur un an. L'année dernière, ce chiffre était inférieur à 400.

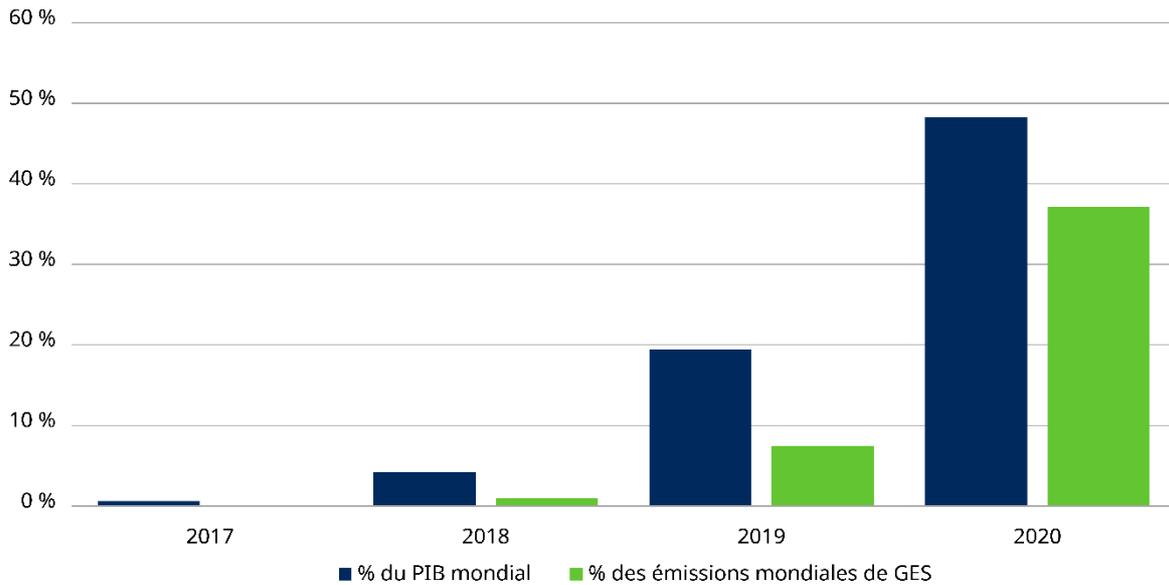
Nombre d'entreprises avec des engagements d'émissions enregistrés par la SBTi

Schroders



Source : Science Based Targets Initiative (SBTi), 519195.

Au total, les pays ou les États américains représentant plus d'un tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre et près de la moitié du PIB ont désormais pris un engagement net zéro.



Source : Analyse de Schroders des rapports des médias et des études sectorielles. Banque mondiale. 519195.

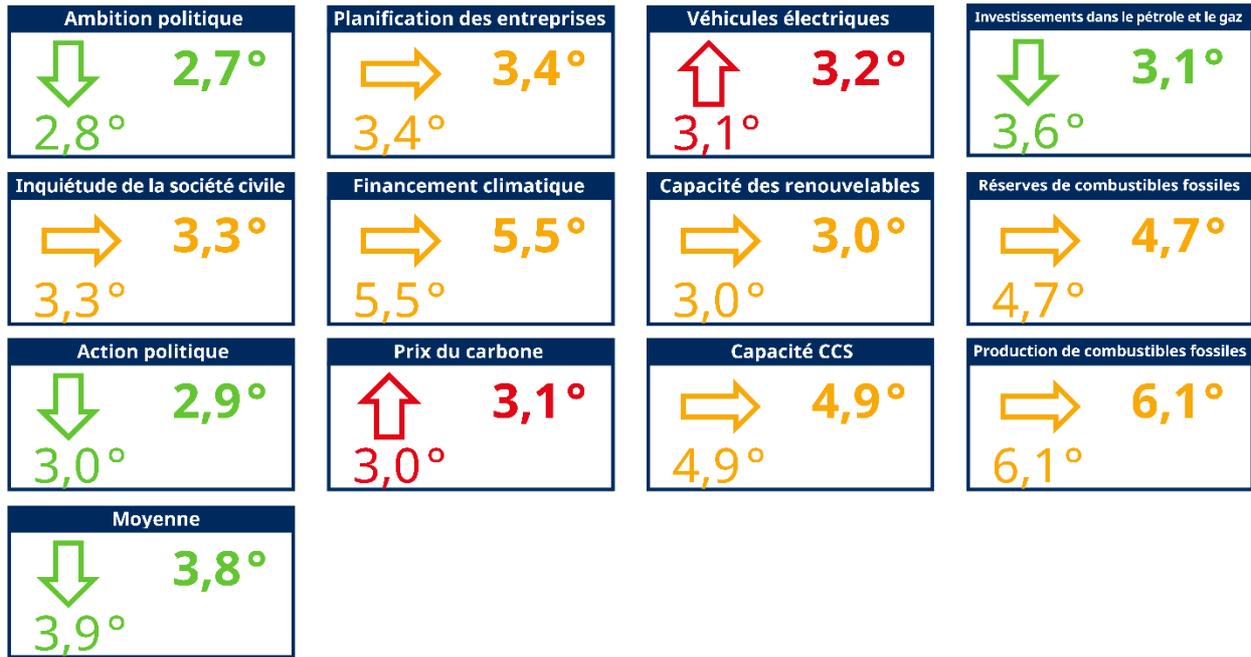
L'Accord de Paris en bref

L'objectif central de l'Accord de Paris est de renforcer la réponse mondiale à la menace du changement climatique en maintenant au cours de ce siècle une hausse de la température mondiale bien en dessous de 2 degrés Celsius au-dessus des niveaux préindustriels. Les signataires visent même à limiter la hausse de la température à 1,5 degré Celsius.

Qu'est-ce que le Tableau de bord du changement climatique de Schroders ?

Schroders a élaboré le Tableau de bord du changement climatique pour suivre les progrès induits par un certain nombre de facteurs, allant des prix du carbone aux énergies renouvelables en passant par les capacités de capture et de stockage du carbone. Le tableau de bord a été élaboré mi-2017.

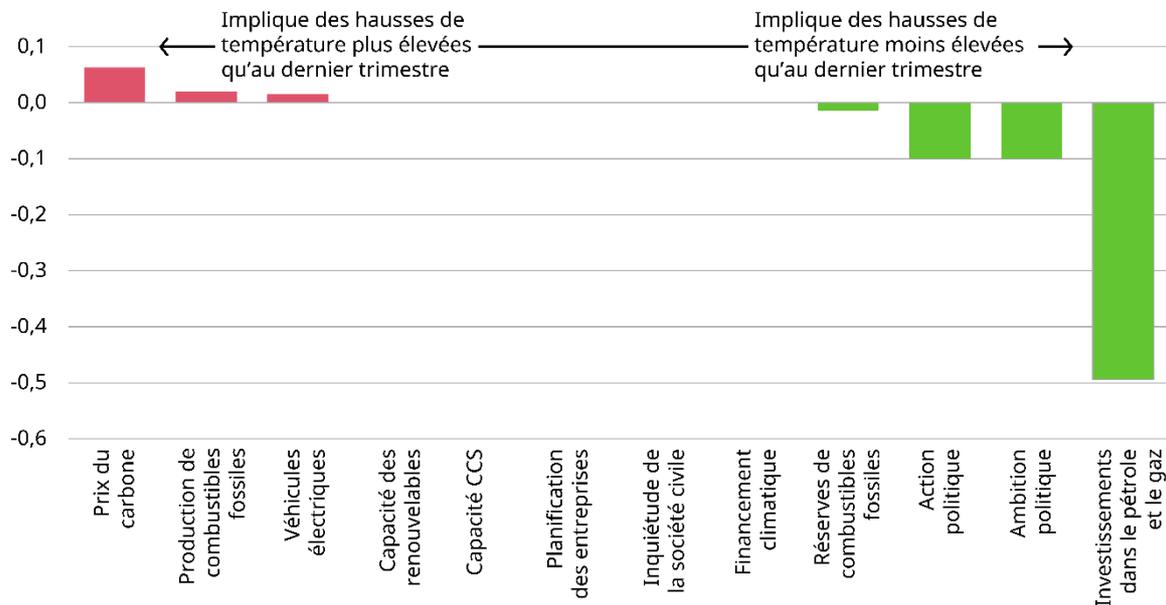
Synthèse de l'évolution du Tableau de bord du changement climatique entre le deuxième et le troisième trimestre 2020



Source : Schroders. 519195.

Le graphique ci-dessous présente l'évolution de chaque indicateur par rapport à la dernière mise à jour (deuxième trimestre 2020).

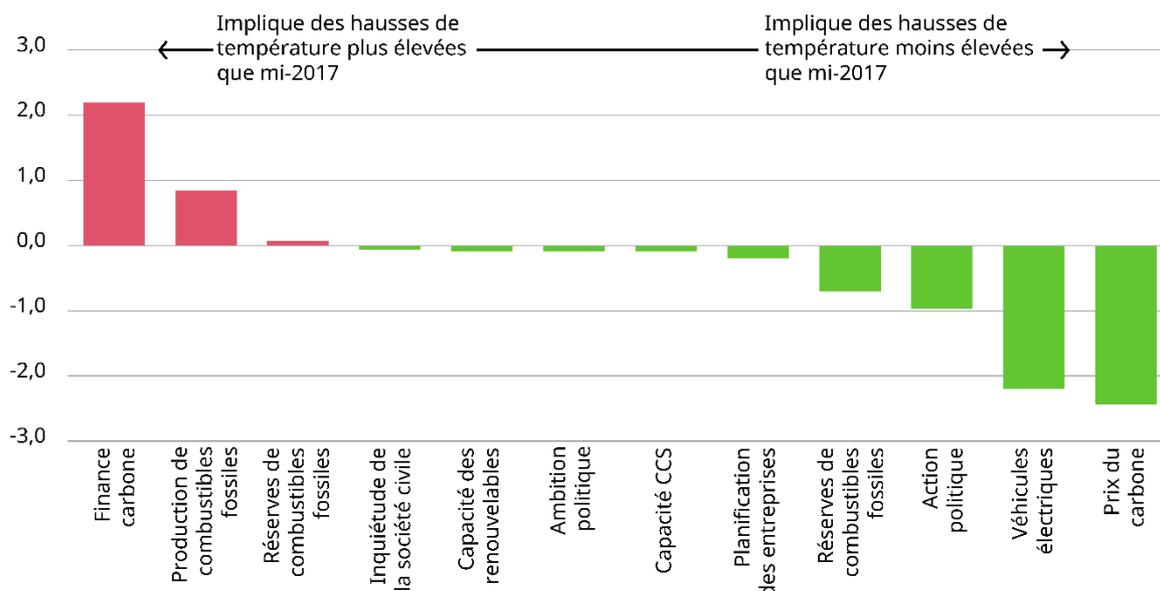
Variations de température induites par chaque mesure par rapport au dernier trimestre, °C



Source : Schroders a basé ses calculs sur des données provenant de différentes sources. 519195.

Synthèse des évolutions du Tableau de bord du changement climatique depuis mi-2017

Le graphique ci-dessous illustre l'évolution de chaque indicateur depuis le lancement du Tableau de bord du changement climatique mi-2017.



Source : Schroders a basé ses calculs sur des données provenant de différentes sources. 519195.

Information importante

Réservé aux investisseurs professionnels – Ne pas distribuer au public.

Ce document exprime les opinions de l’auteur et ne représente pas nécessairement les opinions formulées ou reflétées dans d’autres supports de communication, présentations de stratégies ou de fonds de Schroders.

Ce document n’est destiné qu’à des fins d’information. Il ne constitue pas une offre ou une sollicitation d’achat ou de vente d’un instrument financier quelconque. Il n’y a pas lieu de considérer le présent document comme contenant des recommandations en matière comptable, juridique ou fiscale, ou d’investissements. Schroders considère que les informations contenues dans ce document sont fiables, mais n’en garantit ni l’exhaustivité ni l’exactitude. Nous déclinons toute responsabilité pour toute opinion erronée ou pour toute appréciation erronée des faits. Aucun investissement et/ou aucune décision d’ordre stratégique ne doit se fonder sur les opinions et les informations contenues dans ce document.

Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Les cours des actions ainsi que le revenu qui en découle peuvent évoluer à la baisse comme à la hausse et les investisseurs peuvent ne pas récupérer le montant qu’ils ont investi.

Schroders est responsable du traitement de vos données personnelles. Pour obtenir des informations sur la façon dont Schroders pourrait traiter vos données personnelles, veuillez consulter notre Politique de confidentialité disponible à l’adresse suivante : www.schroders.com/fr/fr/consumer/donnees-personnelles/ ou sur demande au cas où vous n’auriez pas accès à cette page Web.

Les prévisions contenues dans le présent document résultent de modèles statistiques, fondés sur un certain nombre d’hypothèses. Elles sont soumises à un degré élevé d’incertitude concernant l’évolution de certains facteurs économiques et de marché susceptibles d’affecter la performance future réelle. Les prévisions sont fournies à titre d’information à la date d’aujourd’hui. Nos hypothèses peuvent changer sensiblement au gré de l’évolution possible des hypothèses sous-jacentes notamment, entre autres, l’évolution des conditions économiques et de marché. Nous ne sommes tenus à l’obligation de vous communiquer des mises à jour ou des modifications de ces prévisions au fur et à mesure de l’évolution des conditions économiques, des marchés, de nos modèles ou d’autres facteurs.

Publié par Schroder Investment Management (Europe) S.A. – Succursale française, 1 rue Euler 75008 Paris, le 10 juillet 2020. Pour votre sécurité, les communications peuvent être enregistrées et surveillées.